

*Banque Continentale du Canada*

transformer en banque, c'est donc dire, monsieur le président, qu'au-dessus des compagnies de finance, il y a quelque chose d'encore plus payant. L'IAC ne veut pas devenir une banque par charité, l'IAC ne veut pas devenir une banque simplement parce que cela rendrait service aux Canadiens. On fera croire cela à d'autres qu'à moi.

● (1710)

Monsieur le président, il est important de tenir compte du fait que les compagnies de finance au Canada ont toujours été montrées du doigt, par à peu près tous les Canadiens, surtout ceux-là qui étaient tant soit peu versés dans les problèmes soit sociaux, soit économiques. On les considérait comme des grands méchants, comme les requins de la finance.

Chaque fois qu'on a parlé du système bancaire, des banques à charte, du processus de la création de l'argent, chaque fois qu'on a dit que les banques à charte contrôlent systématiquement l'économie canadienne, le gouvernement comme les provinces, les libéraux nous ont dit que ce n'était pas vrai. Ils nous disent que c'est un système bancaire extraordinaire et excellent et que le système bancaire canadien a beaucoup de mérite, parce que grâce à lui l'économie tourne rond et fonctionne bien. Les libéraux trouvent ridicules les propositions du Crédit social relatives au système bancaire. Lorsque nous leur disons qu'il n'est que normal qu'un pays contrôle le sang économique de sa nation, c'est-à-dire l'argent, ils trouvent cela drôle.

Voilà, monsieur le président, que les libéraux eux-mêmes se transforment en parrains, en défenseurs d'une compagnie de finance, qui veut se muter, qui veut se changer, qui veut se transformer en une banque à charte. Premièrement, monsieur le président, cela prouve que le véritable «racket», la véritable exploitation au Canada, réside dans le système bancaire. Les gens de l'IAC, monsieur le président, qui ont des capital-actions de plusieurs centaines de millions, ne sont pas des fous. Ils sont intéressés à participer là où il y a de l'argent à faire, là où il y a de la sécurité, beaucoup plus que dans le monde des finances, et c'est pour cette raison qu'ils veulent devenir une banque à charte.

Ils ont dit au comité, et j'étais présent, que le marché du monde des finances n'offre plus de sécurité, qu'il est difficile, et encombré, et que par ailleurs, le monde bancaire manque de concurrence et qu'il y a de la place pour une autre banque au Canada. Voilà pourquoi ils demandent de se transformer en une banque. Monsieur le président, non seulement ils veulent devenir une banque, mais lorsqu'on lit le bill S-30, on se rend compte qu'ils ne se conforment pas du tout à la loi des banques à charte ni à la loi de la Banque du Canada.

Monsieur le président, le bill S-30 comporte plus de cinq exceptions à la loi sur les banques à charte et à la loi sur la Banque du Canada.

Mon troisième point est le suivant: Monsieur le président, la compagnie IAC, qui veut se transformer en banque à charte, non seulement ne respecte pas la loi sur les banques à charte, elle demande une exemption sur 16 points, mais de plus, elle demande qu'on lui donne des lettres patentes, une année avant la révision décennale de la loi sur les banques, en 1977, comme l'a confirmé cette semaine encore l'honorable ministre des Finances (M. Macdonald).

Monsieur le président, voici ce qui est très grave dans cette opération parlementaire que nous sommes en train de faire: Si le Parlement acceptait de donner ces lettres pour qu'elle ait pignon sur rue, cette nouvelle Banque Continen-

[M. Fortin.]

tale, cela signifierait qu'on créerait un précédent dans notre système de banques à charte. On lui donnerait ses lettres patentes avec 16 exceptions à la loi sur les banques, et après un an, le même gouvernement va présenter une nouvelle loi sur les banques à charte. Et qu'est-ce que le gouvernement ferait de la loi qu'il viendrait d'adopter, dans laquelle il y aurait déjà 16 exceptions, loi qui n'est même pas encore adoptée?

Monsieur le président, je dis que le gouvernement a des intérêts financiers à préserver ou à nourrir, pour appuyer ce bill au Parlement. Si le gouvernement est vraiment sérieux et s'inquiète de la situation économique canadienne, il va d'abord permettre aux députés et au Parlement de procéder à une révision profonde, sérieuse de notre système bancaire, afin qu'on puisse remédier aux abus et, ensuite, accorder, si la compagnie IAC le désire toujours, la permission de devenir une banque. Monsieur le président, ce n'est pas pire un an de plus ou un an de moins pour cette institution financière, afin qu'elle puisse subir cette transformation. Je voudrais répéter que les libéraux, vis-à-vis du système bancaire, sont de parfaits hypocrites. Ils protègent le système bancaire et composent avec lui. Ils permettent aux banques à charte au Canada de créer—j'hésite à donner un chiffre, mais je le fais de mémoire—16 fois leurs dépôts. Monsieur le président, ils permettent une exploitation de la population par des taux d'intérêt hors de contrôle qui abusent des gens et de leur capacité de payer. Les libéraux protègent un système bancaire qui contribue à l'endettement de notre pays, de nos provinces et de nos municipalités.

Les libéraux refusent aux provinces, à ses propres partenaires d'avoir leur banque et ils sont prêts à accorder cela à une compagnie de finance. Ce qu'ils refusent à leurs partenaires dans la confédération, les provinces canadiennes, ils sont prêts à l'accorder à une compagnie de finance. Les libéraux se sont entendus avec le système bancaire pour le protéger, et la liste lue par certains députés du Nouveau parti démocratique à l'effet que les propriétaires de telles banques sont aussi propriétaires de Dominion Stores, de Steinberg, c'est toute une belle grande famille de beau monde, monsieur le président, démontre à quel point il y a là un monopole évident dans le système bancaire, et pourtant les libéraux disent: Il ne faut pas toucher au système bancaire.

Lorsque l'on discute avec des libéraux, ils nous disent: Vous autres les créditistes, vous êtes de bien bons députés, mais quand vous parlez de système bancaire, là rien ne marche plus. Ils nous donnent raison sur plusieurs points, mais jamais sur le système bancaire parce qu'ils le protègent. Quel intérêt ont-ils donc à refuser qu'on discute de ce point? Ils préfèrent présenter le bill S-30, par lequel ils préconisent que le Parlement ferme les yeux sur 16 exceptions à la loi des banques à charte que ce Parlement lui-même a adoptées. Ils nous demandent d'adopter ce bill, et l'an prochain, il nous demanderont d'adopter leur loi sur les banques à charte, parce qu'ils ont toujours la vérité.

Quant à moi, monsieur le président, je ne m'oppose pas à ce qu'on adopte ce bill en vitesse, je m'oppose à ce bill par principe. Je ne suis pas contre le fait que l'IAC devienne une banque, mais je ne suis pas d'accord avec le fait qu'on donne une lettre patente à cette société pour qu'elle se transforme en banque, à la toute veille où nous allons adopter une révision des lois relatives aux banques à charte. Monsieur le président, je pense que c'est d'aller trop vite, que c'est placer la charrue devant les bœufs.

D'ailleurs, au comité parlementaire qui a étudié cette question, il semble bien, monsieur le président, que ce bill